

Désinformer pour mieux régner

Article rédigé par *Christian Vanneste*, le 06 avril 2017

[Source : Boulevard Voltaire]

Des journalistes ou des animateurs grassement payés sur des chaînes nationales financées par l'impôt se comportent comme des militants !

La France n'est plus une démocratie. Une oligarchie fondée sur le pouvoir, l'argent et la communication est en train de voler l'élection présidentielle au peuple français. Ce vol est rendu possible par de multiples atteintes à l'égalité des citoyens devant la justice et à celle des personnalités politiques devant l'information audiovisuelle ou écrite. Il est facilité par l'absence de pluralisme, tant une très grande majorité des médias diffuse une pensée unique, participe à la promotion du produit Macron et pénalise les candidats qui sont réellement en compétition avec lui – Marine Le Pen et François Fillon.

On pouvait imaginer qu'en dehors d'un service public neutre, les médias privés se partagent en fonction de leurs propriétaires et de leurs rédactions. Ce n'est nullement le cas. Contrairement au Royaume-Uni, où la presse penche plutôt à droite, la France offre une quasi-unanimité à gauche. Des journalistes issus d'écoles où la formation idéologique dominante est univoque impriment leurs préjugés et leurs préférences sur les « informations » qu'ils concoctent. Les propriétaires des médias appartiennent à des réseaux de pouvoir où les affaires et la communication impliquent le plus souvent une orientation politique voisine favorable au mondialisme des affaires, au relativisme des valeurs et à ce qu'ils perçoivent comme des progrès sociétaux. C'est ainsi que, par une sorte d'aveuglement suicidaire d'un microcosme à l'abri des menaces du monde réel, l'ennemi désigné n'est pas celui qui présente un danger mortel mais celui qui sonne le tocsin. La famille éclate sous la pression du narcissisme rayonnant, mais c'est la droite conservatrice de Sens commun qui se radicalise outrageusement.

Le changement de population est en marche, mais ce sont ceux qui défendent l'identité nationale qui sont anathématisés comme extrémistes. La France connaît un déclin économique sans précédent, mais l'homme politique qui a, le premier, dénoncé ce péril se voit préférer un ectoplasme au verbe creux. Tout est mis en œuvre pour détruire Fillon et pour « installer » Macron.

Il est facile de désigner les titres ou les chaînes, les journalistes, les présentateurs et les animateurs qui constituent le « système ». L'essentiel de « l'information » tient en très peu de mains, qui ne sont pas exemptes d'intérêts, notamment à l'étranger, ou de liens avec les pouvoirs locaux ou nationaux en France. Au sein des rédactions, journalistes et présentateurs – à quelques exceptions près – affichent leurs convergences. Les exceptions les plus marquantes ont, avec succès, changé d'activité comme Robert Ménard ou connaissent, comme Éric Zemmour, des routes semées d'embûches (judiciaires, notamment) sur lesquelles ils se maintiennent grâce à leur talent.

Même si les aides publiques à l'information privée sont considérables, le plus choquant est de voir le « service public » être partial lui aussi, et parfois davantage. Il est insupportable que des journalistes ou des animateurs grassement payés sur des chaînes nationales financées, notamment, par l'impôt se comportent comme des militants engagés auxquels elles appartiendraient de droit ! Récemment, David Pujadas, confrontant par surprise [François Fillon](#) à une « écrivaine » véhémement, ou tentant de coincer Philippot avec une photo de 2011 montrant un responsable du FN faire un salut réputé « nazi », a dépassé les bornes, mais

c'est Laurent Ruquier dont l'attitude a constitué une honte et un scandale. Non content d'avoir appelé très clairement à attenter à la vie de Donald Trump, le rigolard vulgaire d'« On n'est pas couché » s'est permis d'afficher son militantisme avec arrogance en étalant un parti pris et une déficience évidemment indignes du « service public ». Répondant à Philippot, qui avait exhibé des photos de personnalités tendant le bras comme Pujadas lui-même ou comme madame Taubira, il avait osé faire de son préjugé un argument objectif. Lorsque vos amis font ce geste, on peut y voir un salut nazi : telle était la sentence du commissaire politique faisant du soupçon une preuve, sans la moindre vergogne. Serait-ce le retour de la loi des suspects et « l'animatueur » (selon un excellent titre) se rêverait-il en accusateur public ? Maître Goldnadel avait saisi le CSA à propos de l'incroyable dérapage de Ruquier à l'encontre du président Trump. On ose espérer que celui-ci mettra un terme à une dérive qui rappelle les heures les plus noires de notre histoire que notre microcosme aime tant à citer...